

Le monde selon Monsanto

Terre à terre, émission du 15 mars 2008

Page Officielle :

http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre_a_terre/fiche.php?diffusion_id=60266

Page Archives :

<http://terreaterre.ww7.be/le-monde-selon-monsanto.html>

Transcription :

Ruth Stegassy : « Terre à terre », le magazine de l'environnement. Vous avez manqué le film, ou pas d'ailleurs. Ne manquez pas le livre « Le monde selon Monsanto ». Une remarquable enquête de Marie-Dominique Robin. On en parle avec elle ce matin.

Vous n'en revenez pas vous-même, Marie-Dominique Robin. Je vous prends au vol entre dix interviews, vingt-cinq séances de signatures. Vous avez l'air étonnée et pourtant quand on referme votre livre « Le monde selon Monsanto », on se doute que ça ne peut que faire l'effet d'une bombe, et on est plutôt soulagé que ça fasse cet effet là et qu'il ne soit pas enterré. Pourtant on a le sentiment de savoir tellement de choses sur Monsanto. Monsanto, tout le monde s'en souvient, c'est les petites publicités rigolotes sur le Roundup, le premier herbicide totalement biodégradable qui était si bien représenté par un gentil toutou. Et puis Monsanto, c'est évidemment le grand méchant diable des OGM. On a l'impression qu'on a tout dit. Vous avez passé trois ans à enquêter, à faire ce qu'on ne fait jamais c'est-à-dire prendre le temps à aller chercher l'information. Je pense que ma première surprise finalement c'est qu'il y avait tellement de choses à trouver et qu'elles étaient là.

Marie-Monique Robin : Oui, c'est ça le plus extraordinaire. Parce que je me souviens, quand j'ai commencé à travailler sur Monsanto (c'était bien avant de commencer ce film), je rentrais d'Inde. Je faisais à l'époque deux 52 minutes pour « Arte » et une soirée « Théma » sur la biodiversité. Et c'est là qu'un leader paysan m'avait dit : « Il faudrait que tu travailles sur Monsanto. Ils sont en train de s'emparer des semences du monde. Les OGM sont un prétexte ». J'étais rentrée avec cette idée, comme vous, que je connaissais Monsanto. Je savais que c'était le leader des biotechnologies. Je savais qu'ils avaient fait l'agent « Orange » mais j'ai pianoté sur Internet.

Vous savez comment on fait, on tape « Monsanto » dans un moteur de recherche et là vous avez 7 millions de références. Puis vous commencez à naviguer, comme on dit. Puis... je ne sais pas quel mot il faut employer. Je dirai « Descente aux enfers », peut-être. Il faut dire les choses clairement. Parce que Monsanto, c'est une

multinationale qui a été créée il y a maintenant plus de cent ans, qui a accumulé des produits hautement controversés. La plupart ont été interdits à la vente après avoir contaminé la planète. Et comme vous disiez, ce qui est fascinant, c'est de voir que tout ça, tout ce que je raconte dans le film ou dans le livre, c'est déjà disponible sur Internet. Alors, évidemment, à condition de pouvoir faire ce que j'ai fait. C'est pourquoi j'aide le téléspectateur ou le lecteur s'il veut refaire un peu ce travail. Je l'accompagne parce qu'évidemment il faut faire un peu le ménage, évidemment il faut vérifier. Il y a de tout sur Internet. Ce que je veux dire, c'est que tout est là a priori. Il suffit d'aller chercher, de télécharger, vérifier, et assembler les pièces du puzzle. J'aime bien cette expression parce que c'est important par rapport au débat que traverse aujourd'hui, entre autres, la société française. Est-ce qu'on peut faire confiance à Monsanto quand il dit que les OGM vont sauver le monde ? Je simplifie un peu mais quand il dit qu'il va régler les problèmes de la faim ou de l'environnement et que les OGM ne posent pas de problèmes pour la santé, est-ce qu'on peut leur faire confiance ? C'est intéressant de faire l'histoire de cette firme. Et là, la réponse est à la disponibilité de n'importe qui.

Ruth Stegassy : Alors on va commencer la visite guidée puisque vous proposez de le faire. On commence par quoi ? Par le début ? Ça commence très gentiment.

Marie-Monique Robin : Oui

Ruth Stegassy : Avec du sucre.

Marie-Monique Robin : Oui, la saccharine. J'allais dire : « C'est l'histoire d'un mec... » C'est vrai, c'est un chimiste sans envergure qui a eu une bonne idée. Sa femme s'appelle Monsanto. C'est son nom de famille. C'est comme ça que la firme s'appelle Monsanto. Elle doit être d'origine mexicaine. En tout cas, c'est un nom d'origine espagnole. Et lui a eu la bonne idée d'importer la saccharine qui a été inventée en Allemagne. Pendant très longtemps ce sera l'un de leurs produits phare puisqu'ils feront aussi l'aspartame. Même si je n'ai pas fouillé le dossier et que j'en parle très rapidement dans mon livre, l'innocuité de l'aspartame est loin d'avoir été prouvée. On va dire ça comme ça pour ne pas dire autre chose.

Cette firme qui commence gentiment avec la saccharine qu'elle vend d'ailleurs à une petite entreprise montante de l'époque, qui n'est pas loin en Géorgie : Coca-Cola. C'est comme ça que ça commence. Et ça va être un bon tuyau, si j'ose dire. Puis, pendant la première guerre mondiale, ils vont se diversifier. Ils vont faire un virage vers la chimie en fournissant des produits de base. Pour faire des armes, etc. Et notamment ils vont racheter une compagnie qui fait de l'acide sulfurique. Et c'est comme ça, tout en gardant la saccharine et l'aspirine, qu'ils vont vraiment s'orienter dans les années vingt vers la chimie de base, la chimie lourde. Ils vont se lancer dans les plastiques. Ce sera un des principaux fabricants de plastique et de polystyrène aussi. Parce que c'est ça Monsanto, au-delà de l'histoire propre de Monsanto, ça incarne toute une histoire de la révolution industrielle telle qu'elle s'est développée ensuite au vingtième siècle.

Ruth Stegassy : Et plus spécifiquement, Marie-Dominique Robin, l'histoire de la chimie. Parce que ce lien que vous faites entre Monsanto et la première guerre

mondiale, on peut le faire avec pratiquement toutes les compagnies des chimiquiers au début du vingtième siècle.

Marie-Monique Robin : Oui, les Bayer, les Rhône-Poulenc, etc. Qui vont tous d'ailleurs se développer grâce aux deux guerres mondiales. Même certains produits comme le DDT, qui est un insecticide bien connu maintenant interdit, va faire leur fortune grâce à la guerre. Et ce sont ces mêmes compagnies qui sont les semenciers d'aujourd'hui et aussi les fabricants d'OGM. Dans ce cadre-là, Monsanto est le paradigme parfait parce que c'est le numéro un. C'est le premier semencier du monde et le premier producteur d'OGM parce que maintenant c'est la même chose. C'est le fabricant de l'herbicide le plus vendu au monde, le Roundup. C'est intéressant de voir cette filiation et de voir comment une compagnie chimique comme Monsanto va devenir le premier semencier du monde. Et pourquoi vous voyez qu'à un moment ils se sont intéressés aux semences ? Car ils ont compris que c'est au travers des OGM qu'ils vont pouvoir mettre la main sur les semences grâce au système des brevets.

Ruth Stegassy : Alors, comment est-ce qu'on passe de la guerre à la paix ? Comment est-ce qu'on passe de grand fournisseur pour les armées à grand fournisseur pour les cultivateurs ?

Marie-Monique Robin : D'abord Monsanto va être très associé à la guerre. Je précise parce qu'effectivement pendant la seconde guerre mondiale ils vont avoir un contrat très particulier. Ils vont participer à la fabrication de la bombe atomique. Ça, c'est important parce que ça va conditionner aussi leur développement ultérieur grâce à des rapports privilégiés avec le Pentagone. Ils auront un contrat très important : la fabrication de l'agent Orange pendant la guerre du Vietnam. Agent Orange qui est un herbicide qui s'appelle 2,4,5-T. Ils ne l'ont pas inventé. Ce sont plusieurs laboratoires qui ont inventé ce produit au même moment. Notamment en Grande-Bretagne et aux États-Unis. C'est-à-dire qu'il va y avoir une guerre de brevets et tout le monde va se lancer dans la fabrication du 2,4,5-T parce qu'il y a un flou pour savoir qui l'a inventé le premier. En tout cas le 2,4,5-T est un herbicide très puissant qui va ensuite entrer dans la composition de l'agent Orange avec un autre herbicide fabriqué aussi par Monsanto qui est le 2,4-D. On a donc un cocktail d'herbicides qui sera donc utilisé comme on le sait pendant la guerre du Vietnam pour déforester.

Ruth Stegassy : C'est un défoliant puissant. Et en fait vous avez raison de le rappeler parce que, contrairement à ce que vous imaginez peut-être, tout le monde ne connaît pas cette histoire.

Marie-Monique Robin : Oui, donc ça se passe au début des années 1960, c'est la guerre au Vietnam avec le Nord qui est communiste et dirigé par Hô Chi Minh et le Sud qui est tenu par un dictateur (parce que c'est ce qu'on dit en général) Diêm qui est soutenu par les États-Unis. Petit à petit les États-Unis vont s'enliser dans cette guerre du Vietnam qui durera jusqu'en 1975. Les Vietnamiens du Nord, qui, je le rappelle, sont communistes tiennent la guérilla du Vietnam du Sud (qu'on appelle les Viêt Công) qui se cache dans la jungle. J'y suis allé. Il faut imaginer un territoire très étendu de forêt très dense, etc. Donc les Américains vont utiliser les défoliants pour ça, c'est-à-dire, disent-ils, pour dégager les routes dans la jungle, parfois aussi pour

détruire les cultures qui sont censées approvisionner les guérilleros du Viêt Công. Et ça va être une guerre chimique.

Alors c'est très important cette histoire parce que le 2,4,5-T est un herbicide qui est déjà utilisé aux États-Unis par les agriculteurs, ainsi que le 2,4-D ; sauf que ce cocktail est hautement toxique et Monsanto sait depuis le début qu'il contient de la dioxine. Je rappelle que la dioxine est un produit qui n'existe pas dans la nature tout seul. La dioxine est un produit secondaire qui apparaît lors d'un processus de fabrication d'un produit chimique. Pas de tous les produits chimiques. Il faut certaines conditions qu'on ne va pas détailler ici. En tout cas certains produits dégagent de la dioxine lors de leur fabrication. C'est le cas du 2,4,5-T. Et Monsanto le sait depuis 1949. C'est très tôt ! Il y a eu un accident dans une de leurs usines de la ville de Nitro en Virginie qui a fait qu'ils se sont rendus compte qu'il se passait un drôle de phénomène. Il y a eu une rupture de tuyau et du 2,4,5-T s'est répandu dans l'usine. Plus de deux cents ouvriers ont été atteints d'une maladie extrêmement étonnante, qu'on ne connaît pas à l'époque et qui est très défigurante qu'on appelle la chloracné. Alors je suis sûr que les auditeurs se rappellent très bien du président ukrainien Viktor Iouchtchenko qu'on avait un jour déformé...

Ruth Stegassy : ...couvert de pustules !

Marie-Monique Robin : Oui, c'est ça ! En fait on soupçonne qu'il avait été intoxiqué à la dioxine. C'est ça cette maladie. Ce sont des pustules sur tout le corps. Mais c'est une maladie de la peau qui est grave parce que ça défigure parfois à vie selon le degré de contamination. Mais quand vous avez cette maladie c'est qu'il y a d'autres parties du corps qui sont atteintes. La dioxine est un poison violent. C'est la molécule la plus dangereuse jamais fabriquée par l'homme. Parce que c'est l'activité humaine qui l'a fabriquée. On sait aujourd'hui que c'est un cancérigène puissant. C'est un perturbateur endocrinien.

Ruth Stegassy : Elle est donc massivement présente dans l'agent Orange qui est épandu sur les forêts du Vietnam pour soi-disant retirer tout couvert aux guérilleros et pour les empêcher de s'alimenter. Guerre chimique disiez-vous Marie-Dominique Robin. Ce qui est très curieux c'est que cet herbicide est répandu pour avoir des effets. C'est bien l'intention des armées qui en répandent. Pourtant lorsque quelques années plus tard des militaires, des vétérans vont réclamer réparation parce qu'ils vont eux aussi subir la chloracné et toutes sortes de maladies extrêmement invalidantes. Certains ne survivront pas mais les survivants qui vont réclamer réparations ont un mal fou à se faire entendre. Alors là, il y a déjà quelque chose d'assez curieux.

Marie-Monique Robin : Alors ça, c'est un dossier qui, lorsque vous plongez dedans, devient horrible. Parce que vous imaginez ces milliers de soldats américains qui ont été contaminés. J'ai retrouvé un vétéran qui a une maladie très typique de la dioxine. Pour résumer, ça atteint les os qui se fossilisent et à la fin, il faut couper le pied, puis la jambe. Il est donc complètement infirme. Il raconte qu'il était dans la forêt avec d'autres soldats. Il pleuvait. On leur a dit que c'était de l'herbicide que les paysans américains utilisaient. Jamais ils ne posaient de questions. Il raconte comment ils faisaient leurs barbecues dans les bidons d'agent Orange. On disait Orange mais le produit n'est pas orange. Pour distinguer les différents produits chimiques utilisés

pendant la guerre on mettait des bidons de couleurs différentes. Pour ce produit, les bidons étaient oranges. Donc quand effectivement la guerre se termine et que les vétérans sont atteints d'un certain nombre de pathologies graves, notamment de cancers avec un taux de prévalence très élevé qui interpelle tout le monde, ils ont un mal fou à se faire entendre. Il y a une première class action où ils ne peuvent rien faire parce qu'ils ne peuvent pas prouver qu'il existe un lien entre l'exposition à la dioxine (agent Orange) et les cancers qu'ils ont. Et pourquoi ne peuvent-ils pas le prouver ? Ça c'est très intéressant parce que ça pose tout le problème des poursuites qu'on peut faire ensuite contre les fabricants qui ont mis sur le marché des produits dangereux, toxiques, non testés. Parce que c'est très difficile de prouver que le cancer que vous avez est lié à l'exposition, par exemple, à l'agent Orange. Et là cette histoire est absolument inouïe. Monsanto a compris très rapidement. Je rappelle qu'il n'était pas le seul fabricant. Ils étaient sept. Monsanto n'est pas le seul. Il y a aussi « Dow Chemicals » mais Monsanto va faire une chose que les autres n'ont pas faite et qui caractérise, à mon avis, cette firme sur laquelle je porte un jugement vraiment très sévère. Il faut dire les choses quand même assez clairement. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils se sont rendus compte qu'il fallait qu'ils anticipent ces procès qui allaient arriver. Du moins la partie américaine parce que les Vietnamiens ce n'était pas leur problème. Ils se disaient : « Avant que ça n'arrive chez nous...

Ruth Stegassy : Et de fait, ça n'est pas arrivé.

Marie-Monique Robin : Voilà ! Tout à fait ! Il y a une pétition extrêmement massive avec plusieurs centaines de milliers de Vietnamiens qui ont porté plainte et ils ont été déboutés... par le même juge qui a entendu par ailleurs les vétérans américains, en disant que ce sont des Vietnamiens et qu'il n'y a aucune loi qui interdit l'usage d'herbicide dans les guerres. Vous voyez, on a interdit l'usage des gaz après la première guerre mondiale. Il y a une convention de 1925 qui dit que ce ne sont pas des gaz. Rentrez chez vous, monsieur, madame ! Voilà !

Pour ce qui est des vétérans, Monsanto comprend très vite qu'il y a un enjeu énorme et qu'il faut qu'il y ait une étude scientifique qui finalement prouve qu'il n'y a pas de lien entre le cancer et l'exposition à la dioxine. Et c'est ce qu'ils vont faire. Ils ont la « chance » d'avoir eu cet accident à Nitro en 1949. Eux-mêmes ne sont pas allés très loin parce qu'ils ont constaté que leurs ouvriers ont été très malades, ils ont fait un suivi très très régulier avec des rapports secrets. On n'en parle pas. Ils se rendent compte qu'il y a des lésions, par exemple, au foie parce que la dioxine atteint le foie, qu'il y a un taux de cancers très élevé et de morts prématurées chez ces ouvriers. Toutes ces données sont accumulées. Ils ont confié ça à un chercheur d'université qui est payé pour eux. Mais on ne dit surtout rien. Rien ! Quand je dis « On ne dit rien ! » ça veut dire que le 2,4,5-T va continuer à être fabriqué dans les mêmes conditions, il va continuer à être vendu sans aucune précaution aux paysans américains, et puis évidemment pendant la guerre du Vietnam où ils ne disent absolument rien. Il va y avoir une première class action en 1983 avec un arrangement à l'amiable avec les différents fabricants. Eux vont être condamnés à payer beaucoup plus, une plus grande partie parce que leur agent Orange était encore plus contaminé à la dioxine que celui de Dow Chemicals. Ils auraient pu le rendre moins dangereux. Et quand se profilait cette fameuse et première class action avec les vétérans américains en 1983, ils ont fait un truc incroyable. En 1978, ils ont demandé au même chercheur qui accumulait pour eux les données en douce, de

publier une étude. En fait, il y aura trois études de publiées dans des revues scientifiques vraiment de référence. C'est ça le gros problème de ce dossier. Comment peut-on faire confiance à ces revues scientifiques de « références » ?

Ruth Stegassy : On va y revenir.

Marie-Monique Robin : C'est très difficile. Il n'y a pas beaucoup de population qui ait été hautement exposée et qui permette de pouvoir jouer le rôle de groupe expérimental. Parce que vous voyez, nous avons tous de la dioxine dans le corps. On ne peut plus trouver de groupe de contrôle véritablement parce qu'on est tous contaminés à un degré plus ou moins important. Donc on ne peut faire des comparaisons qu'avec une population hautement contaminée. Il n'y en avait pas beaucoup au monde. Il y avait celle de l'usine de Nitro. Et il y avait celle de Seveso dont on a beaucoup parlé en Italie. Mais là ils avaient la chance d'avoir une population dont on savait qu'elle avait été hautement contaminée, qu'on pouvait comparer avec un groupe contrôle beaucoup moins contaminé. Parce qu'il n'y a pas de groupe contrôle zéro contamination.

Ruth Stegassy : Et ils avaient surtout la chance d'être seuls détenteurs des données et des informations.

Marie-Monique Robin : Exactement ! C'est pour cela qu'on va tellement faire confiance aux études qu'ils vont publier. Quand des études sont publiées, tout le monde les prend pour de l'argent comptant. Et parce que les études conclues qu'il n'y a aucun lien – vous vous rendez compte de dire ça aujourd'hui -, entre la dioxine et les cancers. Ces études sont fort à propos diffusées, publiées quelques mois avant la class action, ce qui fait que les vétérans sont obligés d'accepter un arrangement à l'amiable avec les fabricants d'agent Orange. Le juge les poussant à le faire parce que « de toutes façons au procès vous n'arriverez pas à prouver que vos cancers sont liés à la dioxine. Regardez cette très sérieuse étude ! Vous voyez ! C'est publié dans une revue scientifique de référence. » Donc les vétérans vont accepter pour ça. Et eux pensent qu'ils vont accepter pour toujours sauf qu'ils se sont trompés, on pourra revenir là-dessus après. En tout cas ensuite, tout le monde prend ça pour argent content et cela va influencer définitivement les législations sur la dioxine, non seulement aux États-Unis avec notamment l'Agence de Protection de l'Environnement mais partout en Europe. Qu'est-ce que ça veut dire concrètement ? On ne prend pas de précautions particulières pour la fabrication des produits chargés de dioxine jusque dans les années 80. Protection de l'air, inhalation, etc. Et cela à cause de ces études. Jusqu'au jour où il y a un procès. Je vais un petit peu vite. Un autre procès qui a lieu. Il faut quand même savoir que cette firme a accumulé des procès dans toute son histoire. Cette fois la raison du procès est qu'il y a eu un wagon qui transportait un autre produit, le penthax, là c'est un produit de traitement du bois, contenant aussi de la dioxine, fabriqué aussi par Monsanto. Le wagon déraile et il contamine une petite localité (Sturgeon, Missouri). La population se retourne contre Monsanto et il y a un procès. Les habitants ont un certain nombre de troubles. Même chose, ce procès va durer quatre ans. C'est un énorme procès dans l'histoire. On l'appelle « Monsanto versus Kemner ». Ça va durer parce qu'ils utilisent tous les tuyaux, les mesures dilatoires, et même, un moment la cour en aura marre parce que ça dure trop longtemps. C'est le plus grand procès de l'histoire américaine. Là, c'est pareil, Monsanto va s'en sortir finalement très bien parce que

les juges vont estimer que toute cette population qui se plaint de maux (pas des cancers parce que ça ne se déclare pas comme ça un cancer), de problèmes de mémoires, de toutes un série de troubles, ne peut pas prouver le lien entre ça et la contamination à la dioxine. Mais en revanche ils vont condamner Monsanto à une somme colossale de millions de dollars de dommages punitifs parce qu'au cours de ce procès on a pu débiller des trucs incroyables (que je raconte dans le livre et pas dans le film). Par exemple, l'avocat de la population et notamment de Kemner (celui qui mène l'affaire), va découvrir en plongeant dans les études de Monsanto publiées dont je viens de parler juste avant, des choses extraordinaires. Notamment il va découvrir que 5 personnes, des ouvriers qui étaient atteint d'un cancer ont été déclaré dans une étude comme ayant été exposés à la dioxine, et dans une autre étude comme ayant été non exposés à la dioxine. Alors évidemment au bout du compte les résultats sont qu'il y a eu autant de cancers dans les deux groupes. Vous voyez, c'est un exemple. Il faut voir comment... (j'utilise le mot employé par un responsable employé par l'Environmental Protection Agency à l'époque)... ils ont manipulé les données. C'est tout. Et que si leurs études avaient été faites correctement on serait arrivé au résultat exactement inverse, c'est-à-dire qu'évidemment il y a un lien entre l'exposition à la dioxine et les cancers. Ça c'est débillé pendant le procès mais c'est très curieux parce que finalement il ne se passe rien s'il n'y avait pas eu Greenpeace qui s'était emparé du dossier quelques années plus tard. Vous voyez, c'est étonnant ! Greenpeace va vraiment s'emparer du dossier, aller jusqu'au bout, reprendre toutes les données, ré-éplucher tout et commencer à organiser la distribution de ce dossier à la presse et surtout à une certaine Cate Jenkins qui travaille à l'Agence de Protection de l'Environnement qui va découvrir ça. Elle est elle-même chargée des mesures par rapport à la dioxine et elle se dit que la réglementation américaine est complètement à côté de la plaque. Et voilà comment on va découvrir que finalement Monsanto a manipulé les données pour cacher les liens entre la dioxine et les cancers.

Ruth Stegassy : Donc, Marie-Dominique Robin, Monsanto a manipulé les données. C'était presque facile. Ils avaient des scientifiques à domicile. Ils avaient des données que personne d'autre ne connaissait. C'était simple. Le problème c'est que ce type de manipulation ne s'est pas arrêté à l'enceinte de l'entreprise. Vous venez de citer l'EPA (l'Agence de Protection de l'Environnement), et de fait on s'aperçoit à la lumière d'autres affaires, on va peut-être pas toutes les évoquer, mais on peut en tout cas en citer quelques unes. Il y a eu les PCB que vous avez déjà évoqués dans lesquels il y a eu un temps de latence absolument hallucinant.

Marie-Monique Robin : Il y a eu plus que ça. Ils n'ont pas manipulé, ils ont caché les données. Et là, je le dis vraiment avec une grande sérénité parce que tous les documents sont déclassifiés. On peut les trouver sur Internet. Je donne toutes les adresses dans le livre. Vous pouvez aller voir vous-même. On a oublié de rappeler que c'est Monsanto qui a inventé les PCB. Ils ont vendus des licences. C'était le pyralène en France. Donc les PCB était un produit utilisé depuis plus de 50 ans dans tous les transformateurs électriques. Donc vous voyez ce que ça veut dire. EDF a encore un parc de 550.000 moteurs qui contiennent des PCB à décontaminer. C'est utilisé partout. Monsanto sait depuis au moins 1937 que c'est un produit toxique qui provoque des lésions graves au foie. En fait certains PCB sont assimilés à la dioxine. C'est inouï ! Ils savent que c'est hautement dangereux ! Hautement dangereux ! C'est d'ailleurs interdit maintenant. Mais il a fallu attendre 50 ans. Ils ont résisté

jusqu'au bout. Non seulement ils n'ont pas prévenus dès qu'ils savaient, mais ils n'ont même pas prévenus leurs ouvriers qu'il fallait faire attention, ni leurs clients qui utilisaient les PCB dans plein de choses. Les parois des piscines étaient recouvertes de peintures à base de PCB. Il y en a partout. Vous en avez dans le sang. C'est absolument inouï.

Ruth Stegassy : Ils sont allés au-delà. Ils ont donné des consignes pour expliquer comment esquiver les soupçons.

Marie-Monique Robin : Tout à fait ! Il y a un courrier qui résume tout cela, et qui résume le comportement de cette firme. C'est un document de 1970 qui est aussi en libre accès sur Internet (c'est un document interne) qui est adressé à tous les commerciaux de Monsanto. Il date d'une époque où il y a déjà beaucoup d'inquiétudes sur les PCB. Et eux, au lieu de se dire « On va lâcher le bébé. », ils s'accrochent aux branches jusqu'au dernier moment. Dans ce courrier il est dit que quand on vous pose des questions éventuelles sur la toxicité des PCB, ne répondez jamais par écrit, disent-ils à leurs commerciaux, uniquement par oral. Et puis une phrase terrible qui est : « We can't afford to lose one dollar » (on ne peut pas se permettre de perdre un dollar de business). C'est ça qu'ils vont répondre. Un produit qui est hautement toxique. C'est gravissime. On me demande régulièrement si ce que je raconte caractérise d'autres entreprises au profil similaire. Là je donne la réponse à une question que j'avais posé une fois moi-même aux États-Unis au docteur Samuel Epstein qui dirige l'Association pour la Prévention du Cancer (Cancer Prevention Coalition). Il m'a raconté qu'il avait été auditionné dans le cadre du Congrès qui préparait une loi pour le crime en col blanc. Il a dit qu'ils étaient arrivés à la conclusion qu'il y a deux types d'entreprises en ce qui concerne le crime en col blanc. Les entreprises qui savent que leurs produits sont toxiques et ne disent rien. Ceci caractérise grosso modo toutes les entreprises qui ont fait de la chimie au XX^e y compris Rhône-Poulenc chez nous, Bayer, BASF. Ils savaient tous à un certain degré que leurs produits étaient toxiques. BASF a eu le même problème que Monsanto avec le 2,4,5-T. Ils se sont aussi rendus compte pour le chlorate mais ce sont eux qui l'ont découvert. Du coup les allemands ont identifié la maladie. Ils ne disaient rien. C'est criminel. Mais la deuxième catégorie, c'est encore plus criminel. Vous savez que c'est toxique, vous ne dites rien et vous communiquez à l'extérieur en disant que ce n'est pas toxique. Ça c'est encore plus criminel.

Ruth Stegassy : Mais là j'essaie de vous entraîner sur le terrain des institutions qui, en dehors de Monsanto, ont accepté cet état de fait et même aidé.

Marie-Monique Robin : Moi ce qui m'a le plus perturbé dans toute cette enquête, c'est le rôle des agences de réglementations américaines. C'est vrai qu'on a ici une idée de la FDA. Quand vous dites « la FDA l'a approuvé » vous vous dites qu'on est tranquille. C'est sérieux. En fait non, ce n'est pas sérieux du tout. Quand vous plongez là-dedans, c'est absolument inouï de voir la collusion (il n'y a pas d'autre mot) entre Monsanto (dans mon cas) et ces agences qui sont censées réglementer et protéger la santé des consommateurs américains. C'est inouï ! Absolument inouï ! Dans le cas des PCB, par exemple, l'Agence de Protection de l'Environnement, quand elle sera alertée (il y a eu tellement de problèmes à droite et à gauche qu'ils sont au courant) non seulement elle ne va rien dire mais elle va couvrir Monsanto. Il y a quelqu'un qui le dit très bien dans le film. C'est pareil avec la FDA. Ils ont eu des

informations selon lesquelles les poissons étaient contaminés parce qu'il y avait une usine de Monsanto (que je suis notamment allée filmer dans le sud des Etats-Unis) qui rejette tous les déchets dans un canal qui fini dans la rivière. Les poissons sont hautement contaminés. Il faut attendre 1993 pour que la FDA mette un papier « Ne pêchez plus les poissons ». Donc, c'est absolument inouï ! Alors évidemment ce qu'on découvre aussi, c'est qu'à l'intérieur des agences de réglementations (surtout la FDA et l'EPA, et dans une moindre mesure le ministère de l'Agriculture pour ce qui est des OGM en tout cas) il y a des agents qui vont tirer la sonnette d'alarme. C'est ce qu'on appelle les « whistleblowers » en anglais. Avec le Grenelle de l'environnement on a trouvé un terme : les « lanceurs d'alerte ».

Ruth Stegassy : Même avant. C'est André Cicoella qui a proposé ce terme en reprenant les travaux de Francis Chateauraynaud, un sociologue qui avait publié un livre là-dessus en l'an 2000.

Marie-Monique Robin : En tout cas il y a eu beaucoup de lanceurs d'alerte dans cette histoire. Mais il faut voir leur destin. C'est horrible. J'en ai rencontré un certain nombre, aussi bien de l'EPA, que de la FDA, que des universités, que des journalistes. À chaque fois qu'ils ont fait leur boulot en alertant ils vont avoir des problèmes. Par exemple l'hormone de croissance bovine qui est un autre produit hautement controversé de Monsanto. Elle est dangereuse pour la vaches et donc pour les consommateurs. Un vétérinaire de la FDA dit qu'on ne peut pas la mettre sur le marché comme ça. Il va donc être licencié. Il y a aussi Cate Jenkins dont j'ai parlé tout à l'heure, qui découvre que les études de Monsanto sur la dioxine sont manipulées, et qui n'est pas licenciée mais mise au placard et harcelée. Elle porte plainte contre l'EPA pour harcèlement parce qu'ils ont tout fait pour qu'elle parte. Et moi, ce qui m'a le plus frappé, c'est ça. C'est aussi le pouvoir d'infiltration (parce que je ne vois pas d'autre mot) de Monsanto dans ces agences de réglementation.

Ruth Stegassy : ...pouvoir d'infiltration qui prend très souvent la forme de ce que les Américains appellent les « revolving doors » que nous pourrions appeler « pantoufflages », c'est-à-dire ce ballet incestueux entre autorités publiques et firme Monsanto qui fait que les mêmes se retrouvent alternativement président, vice-président, adjoint des institutions publiques ou de Monsanto.

Marie-Monique Robin : Tout à fait ! Ils sont très forts. C'est un sport national aux États-Unis mais tout le monde reconnaît que le champion dans ce sport c'est Monsanto. Moi je donne une liste qui est loin d'être exhaustive. Bien sûr j'ai tout vérifié. On pourrait en ajouter d'autres mais c'est inouï ! Pour ce qui est du dossier des OGM, ils ont joué un rôle capital parce qu'ils ont placé leurs hommes à l'intérieur de la FDA. Et pas n'importe qui. Et c'est vrai aussi pour l'hormone de croissance bovine.

Ruth Stegassy : Justement Marie-Christine Robin, l'hormone de croissance bovine est un exemple extrêmement intéressant, vraiment très peu connu en France. Cette hormone qui a été « infligée », je dirais, aux vaches pour qu'elles produisent d'avantage de lait dans un pays qui était déjà en surproduction laitière. Il faut le rappeler. Cette hormone provoque énormément de mammites, d'infections purulentes avec le pus qui se retrouve dans le lait. Et il faut des antibiotiques pour combattre le pus, etc. Le détail que je trouve particulièrement intéressant dans toute

cette histoire, c'est qu'il est interdit aux États-Unis de préciser sur les étiquettes des bouteilles de lait si le lait contient ou non cette fameuse hormone de croissance.

Marie-Monique Robin : Oui, tout à fait. C'est une hormone de croissance qui est, je le précise, transgénique. C'est important de le souligner parce que c'est le premier produit transgénique donc OGM qui finira dans l'assiette ou le bol du consommateur, mis sur le marché. Voilà pourquoi Monsanto va déployer une énergie particulièrement importante pour qu'il soit accepté. Ce dossier est inouï ! Moi, je suis comme vous, j'avais entendu parlé des hormones de croissance qui consiste, en résumé, à piquer les vaches pour faire plus de beefsteaks. Mais je ne connaissais pas l'hormone de croissance laitière pour la simple raison qu'elle a finalement été interdite en Europe grâce à des gens très courageux au Canada. Je vais peut-être l'expliquer. En attendant, ce dossier est absolument incroyable. Cette hormone est injectée aux vaches tout les quinze jours pour effectivement augmenter la production laitière. Cette hormone provoque la croissance de manière, je vais dire « extraordinaire ». Il y a une autre hormone qu'on appelle l'IGF1 qui est présente naturellement dans le lait qui est très importante. D'ailleurs le colostrum des femmes qui allaitent est aussi très chargé en IGF1 parce ça aide le petit bébé à croître. C'est une hormone de croissance qui favorise le développement des tissus, etc. Sauf que là, avec le bidouillage (parce que moi j'appelle ça comme ça), le bidouillage transgénique, le niveau d'IGF1 est beaucoup plus élevé. On sait qu'il y a un lien très étroit entre un niveau d'IGF1 élevé dans le sang par exemple et le cancer du sein, de la prostate et du colon. Donc, vous voyez, cette affaire est sérieuse. Non seulement les vaches tombent malades et comme vous dites il y a des résidus d'antibiotiques dans le lait, etc., mais en plus c'est dangereux pour la santé humaine. Et malgré ça, malgré le lanceur d'alerte dont j'ai parlé tout à l'heure, ils l'ont mis sur le marché. Ils ont obtenus en plus qu'on n'ait pas le droit d'étiqueter. Parce qu'ils ont déjà préparé le terrain avec un principe que je trouve absolument scandaleux dans cette histoire. C'est ce que j'appelle la plus grande entourloupe dans l'histoire agro-industrielle. C'est le principe d'équivalence en substance. Là, en l'occurrence, un lait est égal à un lait, même si le lait sort du pis de la vache et quelque soit la manière dont il a été produit, avec ou sans hormone de croissance, c'est un lait donc il n'y a pas de raison de l'étiqueter. Ce qui fait que quand vous êtes consommateur américain, vous n'avez pas le droit de savoir. Ils poursuivent par exemple les coopératives laitières dont les consommateurs ne veulent pas boire de lait fabriqué à partir d'une hormone transgénique parce que vous n'avez pas le droit de marquer sans rBGH (c'est le nom). Donc ça veut dire que le lait issu des troupeaux piqués à l'hormone est mélangé avec l'autre. Vous avez compris. On ne peut pas choisir. Le seul moyen d'y échapper est d'acheter du lait bio parce que là, a priori, ce lait ne sera pas produit à l'aide de cette hormone. Et ça, cette histoire d'hormone de croissance laitière qui finalement sera mise sur le marché en 1994 sous le nom de Posilac et qui est toujours commercialisé aujourd'hui malgré tout, va préparer le terrain aux OGM. Parce que, je le rappelle, c'était une hormone de croissance transgénique. Je note au passage qu'au Canada, l'agence similaire à la FDA qui s'appelle Health Canada ou Santé Canada, qui a l'habitude de calquer ses décisions sur la FDA, n'a pas suivi pour cette fois à cause de trois whistleblowers (trois lanceurs d'alerte) dont le docteur Shiv Chopra, qui comme le docteur Burroughs de la FDA, quand ils ont eu le dossier, ils se sont dit que ça n'allait pas du tout. Avant de la mettre sur le marché, il faut suivre les études sur les vaches, l'histoire de l'IGF1 est trop inquiétante, il faut faire des essais sur des rats. Donc une commission sénatoriale a été convoquée, et dont

j'ai les archives. Au bout du compte l'hormone n'a pas été mise sur le marché au Canada, ce qui est absolument exceptionnel puisqu'elle a été autorisée au Canada. Mais ça a aussi provoqué le licenciement des trois lanceurs d'alerte. Lors de la commission sénatoriale, on découvre que Monsanto a proposé 1 à 2 millions de dollars à, notamment, l'un des trois lanceurs d'alerte. Le docteur Margaret Haydon qui raconte qu'elle participait à une réunion avec son chef dont elle donne le nom. Monsanto a proposé 1 à 2 millions de dollars, sous-entendu pour favoriser le dossier. Ça n'a pas marché grâce au courage de ces trois personnes.

Ruth Stegassy : Véritable courage parce que dans le documentaire qui a été diffusé sur Arte, on voit la tension extrême de ces trois lanceurs d'alerte.

Marie-Monique Robin : Oui d'ailleurs, tellement énorme que quand la commission ouvre ses travaux, elle demande à prêter serment sur la Bible ou sur la constitution et leur demande de dire : « Je vous dirai toute la vérité ». J'ai vu toute la commission parce que j'ai toutes les archives. J'ai vu les images et j'ai aussi la transcription. On découvre de choses dans cette commission sénatoriale absolument incroyable. Notamment sur le rôle de Monsanto.

Ruth Stegassy : Pourtant Monsanto n'hésite pas non plus à prêter serment, à prendre des engagements, à faire des promesses. Des promesses qui sont exactement ce qu'on a envie d'entendre. Monsanto promet « food, health, hope » c'est-à-dire « la nourriture, la santé, l'espoir ». Monsanto promet de réduire les usages d'herbicides et de pesticides puisque, somme toute, après en avoir fabriqués pendant un certain temps et après les avoir maintenus sur le marché en cachant des données, en manipulant quelques unes, finalement ils ont l'air de penser qu'il faudrait en mettre moins. Et l'alimentation, grâce à laquelle ils ont presque un penchant humanitaire, a l'air de devenir très important pour eux. Avant de terminer malheureusement cette émission, j'engage vraiment tout le monde à lire votre livre « Le monde selon Monsanto » publié à « La Découverte ». On parlera après la façon dont les OGM se sont répandus géographiquement. On le sait d'ailleurs puisqu'à « Terre à terre » on en a déjà parlé. Dites nous deux mots, Marie-Dominique Robin, sur la façon dont la réglementation a été décidée aux États-Unis et s'est ensuite appliquée de manière aveugle (et je pèse mes mots, c'est véritablement ça) dans le reste du monde, justement parce que ça venait des États-Unis et qu'on avait confiance. C'est pour cela que je voulais qu'on insiste sur l'hormone de croissance bovine.

Marie-Monique Robin : Oui, tout à fait. Pour moi c'est vraiment la partie la plus importante de mon enquête. Je ne dis pas que le reste n'est pas important mais ça l'est particulièrement, pour nous aujourd'hui en tout cas, dans ce débat actuel sur les OGM. Est-ce qu'on peut les accepter ou non ? Moi je dis non. En tout cas les OGM qu'on nous propose qui sont ceux de Monsanto, on ne peut pas les accepter pour plusieurs raisons. D'abord parce, je rappelle quand même, que 70% des OGM cultivés sur la planète, comme vous le savez, ont été modifiés génétiquement pour résister à un herbicide qui s'appelle le Roundup dont on découvrira dans mon livre et dans mon film que contrairement à ce qu'a toujours dit Monsanto, n'est pas biodégradable. Il est hautement cancérigène. Maintenant je le dis clairement. C'est un perturbateur endocrinien. Et je pense qu'un jour il sera interdit comme l'a été avant le 2,4,5-T sauf qu'il est partout. Dans tous nos jardins de France. Dans toutes

nos terres. C'est terrible ! Partout parce que comme je le disais, les 70% d'OGM sont fait pour absorber le Roundup. Et les 30% qui restent sont fait pour fabriquer une toxine d'insecticide. On pourrait en parler longuement. En tout cas, on attend toujours les résultats des belles promesses, dont vous venez de parler, de la biotechnologie qui allait nous apporter, par exemple, un riz qui allait apporter de la vitamine A. Ça ne marche pas dans les champs. Ça marche dans les tubes de laboratoires mais pas dans les champs. Pour l'instant la réalité se réduit à ça : il y a deux catégories. Un OGM qui peut absorber de l'herbicide, et l'autre qui est une plante insecticide. Alors quand vous vous penchez là-dessus, il faut bien comprendre une chose : toute la réglementation dans tous les pays du monde est basée sur un principe qu'on appelle principe d'équivalence en substance. C'est très important de comprendre ça ! Un soja « Roundup Ready » comme on dit, c'est-à-dire un soja qui résiste au Roundup de Monsanto,

Ruth Stegassy : ...donc transgénique.

Marie-Monique Robin : ... donc transgénique, est équivalent à un soja conventionnel parce qu'après tout il n'y a qu'un seul gène de différence. Il y a plein de produits pour justement lui conférer cette résistance au Roundup. Quand vous voyez ça vous vous dites qu'effectivement un gène de plus ou un gène de moins, pourquoi pas. Et donc quand vous dites ça, ça veut surtout dire qu'il n'y a pas de test puisque c'est la même chose. Et puis vous vous demandez d'où ça vient. Là vous commencez à fouiller. Et là c'est absolument incroyable. D'abord vous faites une découverte qui date de 1987. J'ai des archives absolument inouïes dans le documentaire où l'on voit Georges Bush père, qui est à l'époque vice-président de Reagan aux États-Unis. On est en plein libéralisme. Le mot d'ordre de la Maison Blanche à l'époque est la déréglementation. Ça veut dire qu'il faut favoriser le développement de l'industrie américaine avec l'exportation sur les marchés internationaux. Il ne faut pas les embêter avec des tests d'environnement, de sanitaire. Ça prend deux ans. Tout ça ne sert à rien. En gros, c'est ça. Je ne donne pas toutes les sources parce que ce n'est pas possible, mais en tout cas l'histoire est absolument sûre. En travaillant sur ces OGM, Monsanto va comprendre très tôt que leur mise sur le marché va poser problème. Ils le savent très bien parce qu'ils savent eux-mêmes que l'histoire des OGM n'est pas claire et qu'ils ne pourront pas les mettre sur le marché en disant simplement : « faites-nous confiance, il n'y a pas de problèmes ». Parce que vu le passé qu'on vient de décrire, ça ne marchera pas. Donc ils vont anticiper ! C'est extraordinaire ! On peut même être « admiratif » de voir cette capacité d'anticipation et donc finalement de forger un plan, un vrai plan. Il y a d'ailleurs un article du New York Times qui raconte ce plan. Merci aux journalistes du New York Times. Cela m'a beaucoup éclairé pour fouiller encore plus. Dès 1987, effectivement, il y a quatre dirigeants de Monsanto qui vont rencontrer Bush, que j'ai vu dans les archives. On les rencontre déjà. La Maison Blanche voulait entièrement déréglementé donc ne rien faire. Zéro réglementation pour les OGM parce qu'il fallait booster la biotechnologie naissante. Les dirigeants de Monsanto vont lui dire « non ». Il faut bien comprendre qu'on est en 1987, c'est donc huit ans avant la mise sur le marché du premier OGM. Ils n'ont pas encore réussi à bricoler leurs OGM résistant au Roundup. Ils s'arrachent les cheveux parce que ça ne marche pas. Mais ils anticipent parce qu'ils savent qu'ils y arriveront. Ils disent à la Maison Blanche : « Non, non, non. Nous on veut une réglementation. On veut être réglementé. C'est incroyable de la part de Monsanto. Pourquoi ? Parce ce qu'ils

savent très bien qu'ils ne pourront pas dire « Faites-nous confiance avec les OGM ». Ils savent qu'il y a des problèmes avec les OGM. Pour se couvrir, tout simplement, il s'agit de faire publier un texte qui leur permettra ensuite de dire : « Ce n'est pas nous qui le disons, c'est la FDA ». Ils iront même plus loin. Ils anticiperont tellement qu'ils feront le même travail auprès des organismes onusiens, à la FAO (Food and Agriculture Organization, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) et à l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) qui dès 1990, alors qu'il n'y a pas encore d'OGM, va commencer à travailler sur le principe d'équivalence en substance alors que personne ne sait ce que c'est. Puis après ils diront : « Ce n'est pas nous qui l'avons inventé. Cela a été inventé par l'OMS et la FAO, et la FDA. C'est extraordinaire. Mais comment cela se passe-t-il concrètement ? Il va falloir que la Maison Blanche, qui a compris le message, milite auprès de la FDA, notamment, qui est la première concernée évidemment parce que ces OGM rentrent dans la composition d'aliments, parce qu'on ne veut pas du tout réglementer à l'intérieur de la FDA. Même s'ils sont très très pro-OGM, il va falloir les convaincre. Et comment va-t-on faire ? C'est ça le tour de passe-passe absolument extraordinaire. On va recruter. La FDA va créer un poste spécial pour un homme qui s'appelle Michael Taylor que j'ai réussi à retrouver et que j'ai eu au téléphone. J'ai enregistré la conversation. Je l'assume. Il se trouve être un avocat qui travaille pour un cabinet très connu « King and Spalding » qui travaille notamment pour Monsanto, qui a d'ailleurs écrit un texte pour l'IFBC (International Food Biotechnology Council) qui est une espèce de comité international de la biotechnologie assez éphémère mais qui joua un rôle de lobbying très important. Il s'agit d'un texte sur la manière dont les OGM devraient être réglementés. Il faudrait dire « non réglementés ». Cela, déjà avec le principe d'équivalence en substance que je vous ai décrit avant. Cet homme va être nommé numéro deux de la FDA et après, quand il aura fini sa mission, il sera nommé vice-président de Monsanto. Donc avec lui, c'est parfait. C'est absolument parfait. Alors, son rôle est d'introduire ce principe d'équivalence en substance. Principe qui est donc soumis pour la forme à tous les scientifiques de l'agence. Je dis « pour la forme » parce que vous allez voir la suite. Je rappelle que la FDA compte plusieurs milliers de scientifiques. C'est une grosse boutique avec des gens qui sont a priori de vrais scientifiques. On l'a vu, ce sont des gens qui font bien leur boulot même s'ils sont virés comme Richard Burroughs. Ce sont des documents déclassifiés qui parlent aujourd'hui parce que ces documents sont maintenant disponibles. Les scientifiques de la FDA ne sont pas d'accord parce qu'ils disent « non ». On ne peut pas partir du principe hors de toutes données scientifiques. Et c'est ça qui est très important. Parce que j'ai aussi retrouvé celui qui dirigeait le service de la biotechnologie de la FDA à l'époque. Il a un aveu incroyable devant la caméra. Je lui dit : « Mais quand vous rédigez cette "réglementation" à la FDA, donc avec le principe d'équivalence en substance, c'est une décision politique. Il n'y a pas de données scientifiques. » Il répond : « Oui, c'est une décision politique ». C'est-à-dire que ce principe d'équivalence en substance n'a aucune base scientifique. C'est un a priori qui vient d'une décision politique de la Maison Blanche comme je l'ai expliqué avant. Et ça il le dit très clairement devant la caméra. Ce n'est pas une caméra cachée. On va même plus loin. On découvre que non seulement les scientifiques de la FDA ne sont pas d'accord mais ils sont inquiets. A priori l'introduction du gène peut provoquer des changements au sein de la cellule qui reçoit le gène. On en ignore les effets. Ça peut être toxique. Ça peut provoquer des allergies. Il faut donc faire des tests. En biotechnologies, il faut deux ans pour faire des tests si vous voulez faire cela sérieusement. C'est deux ans sur plusieurs

espèces animales. Ils vont être tous étouffés et la réglementation sera publiée et cela va marquer dans le marbre ce principe d'équivalence en substance qui sera repris partout. Et qui fera d'ailleurs que cela justifiera l'absence d'études. Je précise tout de même que Monsanto (et les autres derrière en ont profité) prétendent que ce principe d'équivalence en substance implique qu'il n'est pas nécessaire de faire d'études. Mais quand il s'agit ensuite de réclamer des brevets, ils vont dire sans aucun problème que c'est un procédé unique qu'on a inventé et qu'il n'en existe nulle part ailleurs. Soit c'est la même chose, soit ça ne l'est pas ! Ça c'est une contradiction absolument inouïe ! Vous savez que les brevets, c'est grave, parce que les semences sont brevetées et après les agriculteurs n'ont pas le droit de ressemer leurs récoltes. Il faut savoir. Soit c'est complètement unique et on a le droit à un brevet, soit c'est complètement similaire et il n'y a pas besoin de faire d'études. Il y a une contradiction que j'aimerais qu'on souligne.

Ruth Stegassy : C'est vraiment navrant Marie-Dominique Robin, on aimerait vous écouter encore pendant des heures mais on va être obligé d'arrêter. Pour faire court, on va dire que ces absences d'études scientifiques sont devenues quasi réglementaires. Et que tous ceux qui ont essayé néanmoins de faire ces fameuses études ont eu les pires ennuis. On en connaît certains à « Terre à terre », comme Ignacio Chapella, Arpad Pusztai, Christian Vélot en France en ce moment. Il y en a eu vraiment un certain nombre.

Marie-Monique Robin : Manuela Malatesta en Italie.

Ruth Stegassy : Manuela Malatesta en Italie, absolument. Il faut rappeler également que, là où il n'a pas été possible d'introduire légalement des OGM, ils ont été introduits en contrebande par exemple au Paraguay, au Brésil. Et qu'il a fallu ensuite légaliser l'invasion par les OGM devant le fait accompli. Il y a une toute petite anecdote que j'ai trouvée très amusante même si elle est loin d'être essentielle. C'est l'histoire de ces deux journalistes de la télévision qui travaillaient pour la « Tampa » et qui devaient faire une enquête absolument explosive. Comme par hasard, pendant qu'ils s'apprêtaient à publier leur enquête, la Tampa a été rachetée par Fox News. Fox news leur a interdit de montrer leur reportage. Et lorsqu'ils ont voulu tenter un procès, le juge... vous allez nous raconter ça parce que c'est quand même un très joli final...

Marie-Monique Robin : Oui, le juge a déclaré qu'il n'y avait aucune loi qui obligeait des media à ne pas mentir à leurs téléspectateurs. C'est inouï !

Ruth Stegassy : Maintenant, à partir de là on est tranquille.

Marie-Monique Robin : Voilà, on est tranquille. C'est absolument inouï ! Cette histoire est terrible parce que le reportage était sur l'hormone de croissance bovine. Et les journalistes ont dû vendre leur maison pour se défendre. C'est grave ! C'est vraiment gravissime ! C'est vrai qu'on finit par se demander ce qu'il va vous arriver à vous. Pour dire la vérité, il y a un moment où on se demande comment cela va se passer. Et souvent on me demande ce qu'on peut faire. En fait, ceux qui ont la clé se sont les consommateurs et puis les agriculteurs. C'est-à-dire par l'acte d'achat, déjà éviter les produits en question, ou informer les agriculteurs pour que les OGM

n'arrivent pas dans les champs. Je ne vois pas d'autres solutions. Vous en voyez une autre ?

Ruth Stegassy : « Le monde selon Monsanto » de Marie-Dominique Robin, c'est une coédition Arte-La Découverte. Quant à nous, « Terre à terre », vous savez que vous pouvez nous retrouver sur notre site france-culture.com, y consulter la revue de web, les émissions des deux mois précédents. Vous pouvez également nous téléphoner au 01.56.40.36.72 ou nous écrire à « Terre à terre » France-Culture, 116 avenue du Président Kennedy, 75220 Paris Cedex 16. Et puis n'oubliez pas, jeudi 3 avril nous serons au Phyto Bar pour parler des risques avec quelques uns des auteurs du « Dictionnaire des risques ». À noter, le Phyto Bar, ce sera dorénavant à 18h 30 au 47 boulevard Saint-Germain à Paris.

« Terre à terre » vous est proposée par Ruth Stégassy. Préparation, documentation, Laurence Jennepin, Anne Gouzon, réalisation Olivier Bétard. Bonne semaine à tous.